



Assemblée Générale 2015 de l'IRDSU

Jeudi 19 mars 2015 – Nantes

> 10h/12h30 – **Présentation et visite du projet d'aménagement urbain de l'île de Nantes**

> 12h30/14h30 - Repas

> **14h/14h30 – AG STATUTAIRE 1/2**

- Présentation de l'après-midi
- Approbation du PV de l'AG 2014
- Rapport moral de la présidente
- Présentation du nouveau CA
- Elections au collège 4 du CA

> **14h30/14h45 – AG EXTRAORDINAIRE**

- Proposition de modification de l'adresse du siège social

> **14h45/15h45 – ECHANGES : Quels enjeux opérationnels pour les professionnels au lendemain de la réforme de la Politique de la ville, des événements de janvier 2015 et du Comité interministériel « égalité/citoyenneté » ?**

> 15h45/16h – Pause

> **16h/17h30 – AG STATUTAIRE 2/2**

- Bilan d'activités et financier 2014
- Présentation du projet d'animation interrégionale « Projets intégrés / volet Europe des contrats de ville »
- Approbation du rapport d'activités 2014
- Approbation des comptes 2014
- Approbation des rapports du commissaire aux comptes
- Affectation du résultat de l'exercice 2014
- Approbation du programme d'activités 2015



Quelle organisation locale pour mobiliser le droit commun au service des quartiers ?

Une journée d'échanges pour les adhérents et les abonnés de l'IRDSU
Vendredi 20 mars 2015 - Nantes

La Politique de la ville ne peut, avec ses seuls moyens, corriger les déséquilibres socio-urbains et la concentration de difficultés dans les quartiers populaires. Elle a besoin que les services et les moyens de droit commun « prennent en compte les quartiers », « s'adaptent », « prennent le relais »... Cette idée fait largement consensus depuis longtemps et les contraintes budgétaires fortes n'ont fait qu'alimenter cette revendication.

Pourtant, cet enjeu doit sans cesse être rappelé ; il s'est retrouvé au cœur du débat public des dernières années, des avenants CUCS expérimentaux jusqu'aux nouveaux contrats des villes. Et les premières leçons du travail en cours montrent que les avancées restent très faibles dans ce domaine.

D'abord, par ce que le « **Droit commun** » reste une notion floue qui résiste aux inventaires et encore plus aux **chiffrages**. Et comme le montrent nos enquêtes (voir « Pour aller + loin ») chaque territoire conçoit les rapports entre « Droit commun » et « Politique de la ville » à sa manière. Plus que la délimitation de l'un et de l'autre, **c'est le positionnement et les interactions entre les politiques publiques classiques et la logique contractuelle propre à la Politique de la ville qui est significatif.**

Deuxièmement, parce que **c'est une question particulièrement complexe qui ne peut pas se réduire à celle de l'apport financier.** Au-delà de la mobilisation des moyens de droit commun, c'est aussi **l'adaptation des politiques publiques classiques aux enjeux des quartiers populaires et la coordination globale qui importent.**

Enfin, parce que **la séparation avec le « Droit commun » semble largement inscrite dans les gènes de la Politique de la ville telle qu'elle est menée.** C'est finalement la manière même de la mener et de l'organiser qui doit être interrogée, que ce soit dans le positionnement des équipes, les démarches de projets de territoire ou les relations partenariales.

L'objet de cette journée, à partir de l'analyse de Thomas Kirsbaum et des exemples concrets sur lesquels s'est appuyé son travail pour les Centres de Ressources, est avant tout d'éclairer cette question complexe. Mais il s'agit aussi de manière concrète d'identifier les leviers sur lesquels les acteurs locaux peuvent jouer pour faire évoluer leur organisation et leurs méthodes de travail afin, petit à petit, de mobiliser effectivement l'ensemble des politiques publiques au service des quartiers populaires.

En partenariat avec



CENTRES DE RESSOURCES > Réseau
POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE < national

PROGRAMME

9h - 9h30 **ACCUEIL** au Solilab, 8 rue de Saint Domingue – 44200 Nantes

> COMPRENDRE

9h30 - 10h **MOT D'ACCUEIL** de Sylvie Rebière-Pouyade - présidente de l'IRDSU - et **INTRODUCTION** de la journée par Emmanuelle Soumeur-Mereau - directrice de RésoVilles

10h - 12h **INTERVENTION** de Thomas Kirszbaum - Sociologue, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique (ENS Cachan/CNRS) : « **Mobiliser le droit commun : du mot d'ordre à la pratique** », à partir des conclusions du cycle de qualification animé avec les Centres de Ressources RésoVilles et CRPV Essonne en 2014 et **ECHANGES** avec la salle

12h - 14h **DÉJEUNER** sur place

> AGIR

14h - 15h **TABLE RONDE** autour des expériences de Nantes métropole et Rennes métropole : « Comment prendre en compte l'enjeu du droit commun dans l'élaboration et la mise en œuvre du contrat de ville ? »

15h - 15h45 **ATELIERS** en groupe : « Quelles leçons chacun tire des ces échanges pour son territoire ? »

15h45 – 16h30 **TABLE RONDE DE SYNTHÈSE** de la journée à partir des enjeux qui ressortent des ateliers et de l'analyse de Thomas Kirszbaum

Pour aller + loin ou pour préparer la journée :

- La publication de RésoVilles suite au cycle de qualification animé par Thomas Kirszbaum : "Mobiliser le droit commun: du mot d'ordre à la pratique" :

http://www.resovilles.com/media/downloads/ressourcesdoc/publication_droit_commun.pdf

- La synthèse de la co-formation animée par l'AUDIAR et Rennes métropole « La mobilisation du droit commun, un défi pour la Politique de la ville » :

http://www.audiar.org/sites/default/files/documents/etudes/mobilisation_dc_2014_web.pdf

- La synthèse des enseignements de la préfiguration des contrats de ville, présentée par le cabinet ASDO en février 2014 : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/2_bilan_et_enseignements_-_asdo.pdf

- L'enquête DIV/IRDSU/AURES de 2008 sur la relation des équipes « Politique de la ville » au droit commun : <http://www.irdsu.net/irdsu/les-projets/etudes-enquetes/enquete-ingenierie-divirdsu-2008-la-relation-au-droit-commun-la-mise-en-oeuvre-de-levaluation/>

- L'enquête 2013 de l'IRDSU, « Organisation et équipes-projets, des enjeux pour les futurs contrats de ville » : <http://www.irdsu.net/irdsu/les-projets/etudes-enquetes/enquete-2013-organisation-equipes-projet-des-enjeux-pour-les-futurs-contrats-de-ville/>

- La fiche « Clé de lecture » sur la mobilisation du droit commun produite à l'occasion des Journées Nationales 2014 de l'IRDSU : <http://www.irdsu.net/wp-content/uploads/2014/08/JN-2014-DROIT-COMMUN-.pdf>